



En tant que travailleuse ou travailleur communautaire (p. ex., employé-e d'un refuge, intervenant-e en logement, fournisseuse ou fournisseur de soins de santé, etc.), j'ai l'obligation juridique ou éthique de garder confidentielle la séropositivité au VIH d'une femme même si d'autres personnes partagent les mêmes espaces de programme et de services, y compris les toilettes et la cuisine.



#### QUESTIONS DE DISCUSSION

- Pour quelles raisons est-il important de protéger la confidentialité de la séropositivité au VIH d'une personne, dans ce scénario?
- Quelles politiques, pratiques et lois en vigueur s'appliquent à ce scénario? Quels bienfaits et quels défis pourraient émerger si la séropositivité au VIH de cette personne est révélée?
- Quelles stratégies pouvez-vous mettre en œuvre, en tant que professionnel-le, pour protéger la confidentialité des personnes avec lesquelles vous travaillez?
- Quelles stratégies votre organisme peut-il mettre en œuvre ou a-t-il mises en œuvre pour protéger la confidentialité des personnes avec lesquelles vous travaillez?


# RÉALITÉ

## CONSEILS :

La protection de la confidentialité des renseignements médicaux est importante pour bâtir des relations de soutien positives avec les personnes qui utilisent les programmes et services, en plus d'être un droit humain fondamental. Protéger les renseignements médicaux confidentiels des individus peut contribuer à des résultats de santé positifs, alors que violer cette confidentialité peut donner lieu à des expériences de stigmatisation et de discrimination.

La *Loi sur la protection des renseignements personnels sur la santé* de l'Ontario, les lois sur les droits de la personne et les règlements d'ordres professionnels (p. ex., Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario, Ordre des infirmières et infirmiers de l'Ontario) sont des lignes directrices importantes qui établissent la responsabilité des travailleuses et travailleurs communautaires de protéger les renseignements médicaux des individus. Ces politiques nous aident à accomplir notre travail dans le respect de l'éthique et nous servent de fondement pour bâtir des relations où les individus seront à l'aise de révéler des informations personnelles. Cet aspect crucial du travail des professionnel·les leur permet de relier les femmes à d'autres


soutiens, dans la communauté – ce qui améliore souvent les résultats de santé. Voir la section

 **Renseignements supplémentaires** pour des liens vers ces ressources.

Des préoccupations émergent parfois quant aux meilleures façons de protéger la sécurité et le bien-être des autres personnes qui partagent un espace, que ce soit un espace résidentiel, une cuisine communautaire ou d'autres sites de programmes communautaires, religieux ou culturels où des femmes interagissent. Puisque le VIH ne se transmet pas par les contacts banals (p. ex., partage d'ustensiles, sièges de toilette, toux et éternuements, etc.), il n'y a aucun risque de transmission du VIH pour les femmes qui partagent un espace de programme et de services, et il n'existe aucune responsabilité professionnelle de révéler la séropositivité au VIH d'une personne.


S'il s'agit d'une préoccupation dans votre milieu de travail, envisagez divers moyens de rehausser la sensibilisation de la communauté au sujet du VIH. Consultez la section Renseignements supplémentaires de la présente trousse pour des ressources sur la transmission du VIH. Ces renseignements sont utiles pour toutes et tous et peuvent favoriser un environnement plus accueillant et mieux informé. Le fait de connaître les modes de transmission du VIH, les précautions universelles et les règles relatives à la vie privée et à la confidentialité



peut aider à réduire les peurs et toute stigmatisation connexe parmi les personnes qui ont recours à vos programmes. Les précautions universelles sont des mesures standards de prévention des infections qui devraient toujours être utilisées en cas d'accident, afin de réduire le risque de transmission de maladies ou d'infections. Pour en apprendre davantage sur ces normes et sur les façons de les appliquer, les organismes peuvent se renseigner auprès du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. Consultez la section  **Renseignements supplémentaires** pour savoir où trouver cette information et d'autres ressources utiles.

La distribution de matériel, d'information et de ressources pour la réduction des méfaits et les relations sexuelles plus sécuritaires est une stratégie fondée sur des données et utile pour réduire le risque et améliorer la sécurité. Les exemples incluent de fournir sur place du matériel de réduction des méfaits (p. ex., pour l'injection ou l'inhalation plus sécuritaire) et pour des relations sexuelles plus sécuritaires (p. ex., des condoms) ou d'offrir une liste de sites locaux qui en distribuent. Il est également utile d'installer des affiches encourageant la réduction des méfaits, y compris la consommation plus sécuritaire de drogues et les relations sexuelles plus sécuritaires.

Il peut également être utile d'offrir des informations sur le droit à la vie privée

et les précautions universelles dans les espaces de programme (c.-à-d. les espaces de réduction des méfaits, les programmes religieux, les centres sans rendez-vous, refuges et autres). La prestation de telles informations peut aider les personnes accédant aux programmes à connaître leurs droits et à respecter les droits des autres, tout en déboulonnant les mythes sur la transmission du VIH. Il peut arriver que des personnes se préoccupent de l'importance du dévoilement, vu la réalité de la criminalisation de la non-divulgaration du VIH au Canada. Ces lois concernent plus spécifiquement le dévoilement du VIH aux partenaires sexuel·les. Voir la section  **Renseignements supplémentaires** pour plus de détails sur ces lois.

**En cas de doute à savoir si vous devriez révéler la séropositivité au VIH d'une personne, vous pouvez envisager les mesures suivantes :**

- Discutez, avec la femme concernée, de vos questions et préoccupations concernant les activités pouvant accroître le risque.
- Vérifiez les politiques, pratiques et attentes organisationnelles auprès de votre superviseur·e.
- Communiquez avec une personne qui connaît les lois et politiques pertinentes. Par exemple, en Ontario, vous pouvez communiquer avec le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée ou avec d'autres expert·es juridiques.



Initiative  
Femmes &  
VIH/SIDA

Pour plus d'information, consultez **WHAI.CA**